



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie  
Cellule territoriale

Annecy, le **11 AOUT 2022**

3 rue Paul Guiton  
74000 - ANNECY

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **LABORATOIRES GALDERMA**

ZI TOUVIERE  
74540 ALBY SUR CHERAN

Références : 20220720-RAP-InspSécheresseGalderma\_Georisques  
Code AIOT dans GUN : 0006104519

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/07/2022 dans l'établissement LABORATOIRES GALDERMA implanté ZI-TOUVIERE 74540 ALBY-SUR-CHERAN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le département de la Haute-Savoie connaît à l'été 2022 un épisode de sécheresse sévère. La plupart de ses bassins versants ont été placés au niveau de gravité "Alerte renforcée", ce qui était le cas du bassin versant du Chéran (secteur de Rumilly et Alby-sur-Chéran) à date de l'inspection. Puis, ce bassin a été placé le jour même de l'inspection au niveau de gravité le plus élevé (niveau de "crise").

Dans ce contexte, une inspection réactive sur le thème de la sécheresse à été organisée, objet du présent rapport.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LABORATOIRES GALDERMA
- ZI-TOUVIERE 74540 ALBY-SUR-CHERAN
- Code AIOT : 0006104519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société LABORATOIRES GALDERMA est spécialisée dans la recherche, le développement et la

commercialisation de solutions en dermatologie, principalement à des fins pharmaceutiques (83%) mais également cosmétiques (17%).

Son établissement d'Alby-sur-Chéran comprend deux unités :

- l'unité dite de « Montdésir » dédiée à la fabrication industrielle et au conditionnement des produits ainsi qu'à la logistique (magasins de stockage des matières premières et des produits finis, organisation des expéditions),

- l'unité dénommée « Touvière » qui assure le développement industriel des produits au moyen de petites installations de fabrication et de laboratoires et qui est en charge du contrôle qualité.

Le site s'étend sur 17 hectares, dont 2 hectares sont occupés par les bâtiments (fabrication, stockages, développement industriel, laboratoires,...), et emploie 366 personnes (chiffage à fin 2021).

Sur le plan administratif, il a fait principalement l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 8 mars 2012, au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, modifié le 13 mars 2015 et le 21 mars 2016.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- L'inspection du 28 juillet 2022 a porté sur les dispositions visant à réduire les consommations d'eau lors d'épisodes de sécheresse, définies dans l'arrêté préfectoral du 16/05/2022, dit "arrêté-cadre sécheresse". Des dispositions relatives aux consommations d'eau, présentes dans l'arrêté préfectoral du 08/03/2012 ont également été analysées par les inspecteurs.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 6.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 6.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
4	Alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 6.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
6	Restrictions de consommation en eau	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 9 (renvoi à l'annexe 6)	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 6.1.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 6.1.2	/	Sans objet
7	Restrictions de consommation en eau	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 9 (renvoi à l'annexe 6)	/	Sans objet
8	Restrictions de consommation en eau	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 9 (renvoi à l'annexe 6)	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il est proposé une suite administrative concernant les consommations mensuelles et annuelles d'eau à usage industriel de l'exploitant, ainsi que sur son registre des relevés hebdomadaires de consommation d'eau. L'exploitant devra transmettre ce registre, ainsi que les valeurs des consommations mensuelles de l'année 2022, dans un délai de 15 jours. Il devra également justifier de la mise en place d'une organisation lui permettant de s'assurer de la non atteinte en 2022 du seuil de 40 000m<sup>3</sup>/an d'eau prélevée sur le réseau d'eau potable, dans un délai de 3 mois

Il est également demandé à l'exploitant de produire une étude technique-économique dans l'optique d'analyser et de réduire les consommations d'eau des processus industriels de façon pérenne, ainsi que d'identifier les mesures potentielles à mettre en oeuvre face à un risque de pénurie.

Par ailleurs, l'exploitant devra préciser à l'inspection quelle organisation il mettra en place afin de se tenir informé des niveaux d'alerte sécheresse le concernant, dans un délai de 3 mois.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Alimentation en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du retour d'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes dispositions seront prises afin d'éviter tout phénomène de pollution du réseau public de distribution d'eau et du réseau d'eau à usage domestique à l'intérieur de l'usine. A ce titre, le ou les réseaux d'eau industrielle seront distincts du réseau d'eau potable et leur branchement sur le réseau d'alimentation sera équipé d'un disconnecteur à zone de pression réduite et contrôlable, associé à un contrat de maintenance, ou se fera par l'intermédiaire d'une capacité alimentée gravitairement après rupture de charge.</p> <p>Les systèmes de disconnection équipant le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable devront être vérifiés régulièrement et entretenus.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré avoir 11 disconnecteurs sur le réseau d'arrivée d'eau potable sur le site d'Alby-sur-Chéran (répartis entre les bâtiments de « Montdésir » et de « Touvière »), un principal en amont de toutes les utilisations du site, et 10 autres, en amont de chaque utilisation d'eau potable dans les différents process industriels. Il a également déclaré faire contrôler ces dispositifs annuellement par un prestataire extérieur. Les inspecteurs ont examiné les contrôles au</p>



titre de l'année 2021 (du 9 août 2021) et 2020. Le prestataire justifiait bien de sa certification à jour, et aucun disjoncteur ne présentait d'anomalie. Si tel avait été le cas, l'exploitant déclare remplacer systématiquement le disjoncteur défectueux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Alimentation en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limitation / suivi de la consommation d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées l'état de ses consommations annuelles d'eau. Il devra rechercher par tous les moyens économiques acceptables, et notamment à l'occasion du remplacement d'un matériel, à diminuer au minimum la consommation d'eau de son établissement.</p> <p>Toutes les installations, de prélèvement d'eau seront munies de compteurs volumétriques agréés.</p> <p>Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, à un usage domestique ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités suivantes:</p> <p>Réseau public : prélèvement maximal mensuel : 3 300 m<sup>3</sup> // Prélèvement maximal annuel : 40 000 m<sup>3</sup></p> <p>Le prélèvement d'eau à des fins industrielles sera relevé chaque jour et porté sur un registre prévu à cet effet.</p> <p>[...]</p> <p><b>Constats :</b> Les déclarations annuelles des émissions et des transferts de polluants et de déchets de l'installation, sur la plateforme GEREPE indiquent une consommation d'eau à usage industriel sur le réseau d'eau potable de 47 889m<sup>3</sup> pour l'année 2019, 44 372m<sup>3</sup> pour l'année 2020 et 48 138m<sup>3</sup> pour l'année 2021. L'inspection a émis des doutes sur la véracité de ces valeurs, considérant que ces volumes semblent correspondre aux volumes totaux utilisés sur le site, incluant les eaux à usage domestique et celles liées à la lutte contre l'incendie. L'exploitant a confirmé cela ensuite dans son courriel du 3 août 2022, précisant alors les volumes corrigés pour les années 2019 à 2021 : 44 968m<sup>3</sup>, 41 081m<sup>3</sup> et 44 681m<sup>3</sup> respectivement.</p> <p>Ces volumes d'eau prélevés constituent un écart aux prescriptions de l'article 6.1.2 de l'AP du 08/03/2012 (prescription d'un volume maximum prélevé de 40 000m<sup>3</sup>/an).</p> <p>L'exploitant devra définir, dans un délai de 3 mois, une organisation permettant de s'assurer que la valeur de 40 000m<sup>3</sup> d'eau prélevée ne sera pas dépassée en 2022, et qu'au cas où le seuil de 40 000m<sup>3</sup> serait atteint en 2022 il serait en capacité de s'en apercevoir en temps réel et de stopper ses activités industrielles, consommatrices d'eau.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Alimentation en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limitation de la consommation mensuelle d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, à un usage domestique ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités suivantes:</p> <p>Réseau public : prélèvement maximal mensuel : 3 300 m<sup>3</sup></p> [...]
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir de registre mensuel des consommations d'eau à usage industriel (prenant par exemple la forme d'une extraction de la base de donnée des relevés hebdomadaires des compteurs d'eau) permettant de justifier le respect du prélèvement mensuel maximal de 3 300m <sup>3</sup> , défini au 6.1.2 de l'arrêté préfectoral du 08/03/2012.
L'exploitant devra transmettre à l'inspection, dans un délai de 15 jours, les consommations d'eau mensuelles (à usage industriel) correspondant aux mois de janvier 2022 à juillet 2022 inclus.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 4 : Alimentation en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre hebdomadaire de la consommation d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Le prélèvement d'eau à des fins industrielles sera relevé chaque jour et porté sur un registre prévu à cet effet.</p> [...]
<b>Constats :</b> A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté un document (sous format d'une table de données) qui rassemble les relevés journaliers de tous les compteurs d'eau du site. Ce document peut être considéré comme un registre au titre du 6.1.2 du l'arrêté préfectoral du 08/03/2012, dès lors qu'il donne accès par le calcul à la consommation journalière du site (consommation d'eau à usage industriel). Cependant, il n'a pas pu discriminer clairement les compteurs qu'il convient de prendre en compte pour représenter la consommation journalière en lien avec les activités industrielles. En effet, selon l'exploitant, le calcul reviendrait à sommer les consommations de quatre compteurs principaux (les autres étant en aval de ces 4 compteurs, et ayant alors comme finalité de permettre à l'exploitant de comptabiliser ses consommations sur chaque ligne de production). Trois de ces compteurs était facilement identifiables dans le document et précisés aux inspecteurs en séance. En revanche, pour confirmer quel est le quatrième compteur à prendre en considération, l'exploitant devait s'assurer de l'information auprès de la personne en charge de ce sujet, absent le jour de l'inspection.
L'exploitant devra fournir à l'inspection des installations classées un registre permettant d'identifier clairement les consommations journalières en eau à usage industriel, dans un délai de 15 jours. Il pourra éventuellement fournir le tableau de données présenté le 28 juillet 2022, en précisant quels compteurs sont à sommer pour obtenir la consommation d'eau à usage industriel du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

L'industriel a déclaré envisager un projet d'envergure visant à réduire voire rendre neutres les impacts de l'entreprise en termes de consommations d'eau et d'électricité. En particulier, le projet pourrait comporter une station de récupération et de recyclage des eaux à usage industriel rejetées, par le procédé d'osmose inverse.

Cependant, considérant que les consommations annuelles d'eau à usage industriel du site ont dépassé les prescriptions du 6.1.2 de l'arrêté préfectoral du 08/03/2012, et que les dispositions d'économie d'eau en place ont vocation à réduire les eaux non directement liées au procédé industriel, il est demandé à l'exploitant de mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'analyse des consommations d'eau des processus industriels, ainsi que des mesures à mettre en oeuvre face à un risque de pénurie.

Ce diagnostic doit permettre de définir les actions spécifiques de réduction des prélèvements dans le réseau de distribution à mettre en place.

Ces actions de réduction seront pérennes ou appliquées en cas de situation hydrologique critique (et donc limitées dans le temps).

Le diagnostic devra a minima comporter :

- une description de l'activité du site, la production, la saisonnalité, les augmentations prévues...
- un bilan de la consommation en eau: inventaire des usages liés aux process, aux nettoyages, aux refroidissements, aux autres usages y compris non industriels ...
- les quantités d'eau prélevées par usage nécessaires aux processus industriels
- les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels
- concernant la connaissance des réseaux et de leur état : analyse des données disponibles et positionnement sur celle-ci, absences de fuites...
- une analyse critique des postes et des options de réduction de consommation, tels que (non exhaustif) :
  - gestion des réseaux et de la circulation de l'eau dans les process,
  - limitation des entraînements et optimisation des nettoyages,
  - mise en place de recyclage ou de 2ème usage de l'eau
- une estimation des gains potentiels via un bilan coût/avantages

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 12 mois

#### N° 7 : Restrictions de consommation en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 9 (renvoi à l'annexe 6)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse alerte renforcée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Interdiction de laver les véhicules
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré ne pas laver de véhicules (personnels ou de service) au sein de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Alimentation en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vigilance sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant devra, le cas échéant, se conformer aux mesures d'urgence que le préfet serait susceptible d'imposer dans le cadre de l'arrêté préfectoral en vigueur afin de préserver la ressource en eau en cas de sécheresse.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré ne pas avoir de procédure ou de veille spécifique permettant de s'informer sur les niveaux d'alerte sécheresse le concernant. Il est alors plutôt informé par les canaux classiques d'information du public. L'inspection des installations classées a alors informé l'exploitant de l'existence de la plateforme <a href="https://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/propluviapublic/">https://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/propluviapublic/</a> qui recense tous les arrêtés de restrictions en cas de sécheresse et les niveaux d'alerte associés, avec une représentation graphique sur une carte interactive.</p> <p>L'exploitant devra préciser à l'inspection quelle organisation il mettra en place afin de se tenir informé des niveaux d'alerte sécheresse le concernant, dans un délai de 3 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Restrictions de consommation en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 9 (renvoi à l'annexe 6)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse alerte renforcée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Usage industriels, artisanaux et commerciaux doivent être réduits de 50 % en volume (en alerte renforcée) Sauf : les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique économe par secteur d'activité).</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a adressé un courrier à l'exploitant le 9 août 2018 lui demandant de détailler les actions effectuées et envisagées afin de réduire autant que possible les prélèvements d'eau à usage industriel, en particulier lors d'épisode de sécheresse. L'exploitant a répondu par son courrier du 10 septembre 2018 que l'eau utilisée pour la fabrication de ses produits pharmaceutiques et dermatologiques, ainsi que pour le nettoyage des installations de production visant alors à garantir l'absence de contamination croisée, est une matière essentielle et irremplaçable. Par conséquent réduire la consommation d'eau à usage industriel reviendrait directement à réduire d'autant la production de l'entreprise. En revanche, concernant les eaux non directement liées à la production de l'établissement, dans ce même courrier l'exploitant explique qu'il a mis en place une solution technique permettant de filtrer une partie des effluents qui sortent de la station d'épuration de l'établissement afin de les réutiliser dans le process d'épuration en lieu et place d'eau potable. Cette disposition permet d'économiser approximativement 1 500m<sup>3</sup> d'eau par an. L'exploitant a confirmé lors de l'inspection du 28 juillet 2022 le bon fonctionnement de cette disposition en place. Par ailleurs, l'exploitant a déclaré avoir également fait des travaux afin de récupérer 100 % des eaux utilisées lors des tests des équipements de lutte contre l'incendie. Il a également rénové toutes ses installations sanitaires pour éliminer les surconsommations d'eau à usage sanitaire.</p>



**N° 8 : Restrictions de consommation en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 9 (renvoi à l'annexe 6)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse alerte renforcée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Interdiction du nettoyage des voiries, des façades, des toitures, des trottoirs et autres surfaces imperméabilisées
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré ne pas nettoyer les voiries, façades, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

